

de la taxation d'office à la surtaxe progressive) [6 juillet 1954] (p. 3236, 3237). — Est nommé *Vice-Président* de l'Assemblée Nationale [12 janvier 1955] (p. 44).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 25 janvier 1955 (p. 197) ; la 1^{re} séance du 28 janvier 1955 (p. 366) ; la séance du 8 février 1955 (p. 793) ; la 2^e séance du 9 mars 1955 (p. 1234) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 11 mars 1955 (p. 1337) ; la 1^{re} séance du 17 mars 1955 (p. 1558) ; la 2^e séance du 24 mars 1955 (p. 1920) ; la 2^e séance du 28 mars 1955 (p. 2013) ; la séance du 6 mai 1955 (p. 2576) ; la 1^{re} séance du 10 mai 1955 (p. 2608) ; la séance du 18 mai 1955 (p. 2878) ; la 1^{re} séance du 24 mai 1955 (p. 2918) ; la seconde partie de la séance du 26 mai 1955 (p. 3068) ; la 2^e séance du 30 juin 1955 (p. 3509) ; la 1^{re} séance du 5 juillet 1955 (p. 3599) ; la 2^e séance du 7 juillet 1955 (p. 3694) ; la 1^{re} séance du 19 juillet 1955 (p. 3879) ; la 1^{re} séance du 22 juillet 1955 (p. 4043) ; la 3^e séance du 23 juillet 1955 (p. 4147) ; la 3^e séance du 27 juillet 1955 (p. 4373) ; la 1^{re} séance du 4 août 1955 (p. 4588). — Dépose une demande d'interpellation sur l'Afrique du Nord [24 janvier 1955] (p. 150) ; la développe : *Les Français d'Algérie, leurs droits ; contre l'indépendance, une politique de progrès dans un cadre français ; Bourguiba, agent de l'ennemi, Messali Hadj, écho du nazisme* [2 février 1955] (p. 620 à 623). — Est nommé *Vice-Président* de l'Assemblée Nationale [4 octobre 1955] (p. 4756).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 8 octobre 1955 (p. 4911) ; la 2^e séance du 12 octobre 1955 (p. 5059) ; la 1^{re} séance du 26 octobre 1955 (p. 5275) ; la 2^e séance du 1^{er} novembre 1955 (p. 5457) ; la 2^e séance du 22 novembre 1955 (p. 5904). — Dépose une demande d'interpellation sur le remembrement [6 octobre 1955] (p. 4803). — S'excuse de son absence [6 mars 1952] (p. 1189).

GOISLARD DE MONSABERT (M. Joseph de), *Député des Basses-Pyrénées*. — Voy. **MONSABERT (M. Joseph de GOISLARD de)**.

GOLVAN (M. Victor), *Député du Morbihan (R. S.)*.

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de l'agriculture [12 novembre 1953] (**F. n° 303**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 29 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier, au bénéfice des collectivités locales, les articles 206 et 207 du Code général des impôts, **n° 1747**. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-685 du 24 mai 1951 relative à la prorogation de certains baux, de locaux ou d'immeubles, à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 1759**. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 22 septembre 1948 fixant le régime des pensions de retraite des marins de commerce et de la pêche, **n° 2666**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose bovine, **n° 4123**. — Le 22 octobre 1953, une proposition de loi tendant à compléter les ordonnances nos 45-2591 et 45-2592 du 2 novembre 1945 relatives au statut des avoués et des huissiers, **n° 6941**. — Le 22 octobre 1953, une proposition de loi tendant à créer un fonds zoo-sanitaire pour la prophylaxie et l'éradication des maladies animales, **n° 6959**. — Le 16 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente à crédit, **n° 7786**. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à soumettre les rentiers viagers au même régime que les retraités en matière de taxe proportionnelle, **n° 7861**. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les

lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, n° 7862. — Le 9 avril 1954, une proposition de loi tendant à l'organisation du marché de la viande, n° 8341. — Le 11 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier, en faveur des rentiers viagers, les dispositions de la taxe spéciale instituée par l'article 46 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, n° 8432. — Le 3 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les épouses non salariées des retraités et pensionnés d'un billet annuel aller et retour avec réduction de 30 0/0, n° 9046. — Le 3 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 7639) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un fonds européen de lutte contre la fièvre aphteuse, n° 9642. — Le 23 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 mars 1955 la date d'exigibilité et de paiement, sans application de pénalités de retard, du premier acompte provisionnel, n° 10195. — Le 26 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les préfets à classer, sous certaines conditions, les communes dans la catégorie supérieure, n° 10852. — Le 7 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 9976) de M. Marcellin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à tous les recouvrements d'impôts frappant les pêcheurs à la part, n° 11140. — Le 24 novembre 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés politiques le statut de déporté résistant, n° 11952.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; MARINE MARCHANDE, Chap. 50-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime* [15 novembre 1951] (p. 8044); *le retire* (p. 8045); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap.

5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Prêts aux pupilles de la nation)* [27 novembre 1951] (p. 8552, 8553). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole et l'extension de la tuberculose bovine [25 juin 1952] (p. 3196); la développe : *Ses observations sur les dangers de la tuberculose bovine, l'organisation de la lutte contre ce fléau* [8 juillet 1952] (p. 3366, 3367). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 44-28 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des animaux (Lutte contre la tuberculose bovine et la fièvre aphteuse)* [25 octobre 1952] (p. 4478, 4479); *le retire* (p. 4481); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Amendement de M. Triboulet tendant à exonérer le produit de la distribution de courant électrique par les collectivités locales* [21 décembre 1952] (p. 6888); *Amendement de M. Lebon tendant à faire la déclaration de bénéfices dans les six mois de la clôture de l'exercice* (p. 6888); *Son amendement tendant à majorer les taxes de circulation sur la viande et à détaxer les aliments du bétail* (p. 6893, 6896); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ETATS ASSOCIÉS, Art. 1^{er}, Etat B, Chap. 41-41 : *Sa motion demandant des crédits supplémentaires pour l'Office de Saïgon des épizooties (Défense du cheptel contre les épidémies)* [22 janvier 1953] (p. 158, 159); *le retire* (p. 159); — d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux; Art. 11 : *Son amendement tendant à permettre à la police d'interdire la conduite d'un moyen de transport aux alcooliques ivres* [3 mars 1953] (p. 1541); *le retire* (ibid.); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques; Art. 4 : *Son amendement tendant à faciliter la construction de maisons de retraite dans les communes rurales* [21 mars 1953] (p. 2186); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse : *Discussion générale (Ses observations sur les méfaits de la fièvre aphteuse en 1951, 1952; l'insuffisance de la vaccination seule; la nécessité de l'abattage en certains cas)* [24 mars 1953] (p. 2283, 2284); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à permettre*

au Ministère de l'Agriculture de procéder à la vaccination obligatoire et gratuite en cas d'épizootie (p. 2288); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Absence d'une politique agricole à long terme; cas de l'élevage : nécessité d'un « fonds d'assainissement » alimenté par la taxe sur la viande en vue de la lutte contre les maladies chroniques (Tuberculose — ou épidémiques — fièvre aphteuse) [16 octobre 1953] (p. 4351 et suiv.); — du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande : Discussion générale (Amélioration nécessaire du cheptel, prophylaxie des animaux, développement de la tuberculose bovine) [13 novembre 1953] (p. 5036, 5037); Article unique : Son amendement tendant à affecter un pourcentage de 3 0/0 des ressources du fonds de l'assainissement du troupeau (p. 5042); le retire (p. 5046); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : Article additionnel de M. Paquet tendant à exonérer de la taxe de circulation les viandes accompagnées d'un certificat de salubrité attestant que la bête a dû être abattue d'urgence [6 juillet 1954] (p. 3243); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : Discussion générale (Standardisation de la production agricole, reconquête du marché anglais, marché du lait et de la viande, abattoirs) [5 août 1954] (p. 3891, 3892); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-23 : Son amendement indicatif (Nécessité d'un directeur des services vétérinaires) [25 novembre 1954] (p. 5431); le retire (p. 5432); Etat C, Chap. 84-22 : Son amendement indicatif (Création du fonds social pour la protection du cheptel et la lutte contre les maladies contagieuses) [26 novembre 1954] (p. 5519, 5520); Chap. 84-28 : Son amendement indicatif (Assainissement du marché du lait et des produits laitiers) (p. 5528, 5529); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : Situation des ports de pêche, cas des îles du Morbihan, Houat et Hoedik [6 décembre 1954] (p. 5887, 5888); Etat A, Chap. 44-01 : Importation de rogne de morue (p. 5905); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET

DU PLAN pour 1955 (I. CHARGES COMMUNES) : Son article additionnel (Parcelles destinées à l'ostréiculture) [8 mars 1955] (p. 1157); le retire (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : Discussion générale (Réforme fiscale, financement de l'allocation vieillesse agricole et du fonds de garantie mutuelle agricole) [19 mars 1955] (p. 1728, 1729); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : L'exploitation familiale, la pêche, la Bretagne, Belle-Ile [25 mai 1955] (p. 3005, 3006).

GOSNAT (M. Georges), Député de Charente-Maritime (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 9 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence aux sinistrés et à la commune de Saint-Trojan (Charente-Maritime) particulièrement éprouvée au cours des tempêtes de fin décembre, **n° 2380**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 50 millions aux sinistrés de Charente-Maritime, à la suite des violentes tempêtes des 26 et 29 septembre 1952, **n° 4319**. — Le 9 octobre 1952, une proposition de loi tendant à l'application des dispositions de la loi de finances 1952 exonérant de la contribution mobilière les personnes âgées de plus de 65 ans et ne payant pas la surtaxe progressive, **n° 4366**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les ostréiculteurs sinistrés de Charente-Maritime à la suite des violentes tempêtes des 26 et 29 septembre 1952, **n° 4442**. — Le 23 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire surseoir à l'exécution du plan de remembrement dans la commune de La Jarrie-Audouin (Charente-Maritime), **n° 4484**. — Le 16 juin 1953, une